

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

31 Janvier 2025

LES OSC APPELLENT LA CEDEAO ET L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL A RENFORCER LES NEGOCIATIONS ET LE DIALOGUE DANS L'INTERET DE LA COOPERATION REGIONALE, DE LA PAIX ET DE LA SECURITE

Le 29 Janvier 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont signé la *Charte du Liptako-Gourma*, créant l'Alliance des États du Sahel (AES). La décision de rompre les liens avec la CEDEAO, en tant que cadre établi, est née de certaines préoccupations exprimées par l'AES. Il s'agit notamment des sanctions imposées par la CEDEAO en réponse aux coups d'État, des accusations selon lesquelles des puissances étrangères influencent les États membres de la CEDEAO et du manque de soutien à la lutte contre le terrorisme dans la région.

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (Réseau WADEMOS), un réseau transnational d'OSC de la sous-région Ouest-Africaine, prend note des développements suivants relatifs à la sortie de l'AES :

- Décision de la CEDEAO en Février 2024, en dépit de ses cadres normatifs, de lever les sanctions de voyage, commerciales et économiques imposées aux trois pays et la levée de la zone d'exclusion aérienne imposée à tous les vols commerciaux.
- Les initiatives prises par l'AES pour faire avancer sa cause, notamment l'introduction d'un passeport AES, visent à renforcer la coopération entre les États membres de l'AES et à faciliter les voyages des citoyens de l'AES.
- L'approche régionale collaborative de la médiation avec la nomination du président du Sénégal, Bassirou Faye, comme envoyé spécial de la CEDEAO pour arbitrer le conflit impliquant les pays, visant à rétablir la paix et la stabilité, et soutenu par le président Togolais, Faure Gnassingbé.
- Lettre de la CEDEAO datée du 29 Janvier, indiquant une période de transition du 29 Janvier 2025 au 29 Juillet 2025. Pendant cette période, la CEDEAO maintient les canaux de coopération et de soutien ouverts.

Nous reconnaissons en outre l'importance pour les États du Sahel de protéger leur souveraineté nationale tout en répondant aux besoins urgents de sécurité, de développement et d'autonomie dans un contexte géopolitique complexe. En effet, les activités liées à l'économie et au commerce devraient faire l'objet d'une réflexion approfondie pour l'AES et les pays de la sous-région, en particulier parce que le multilatéralisme offre des avantages mutuels pour résoudre les défis transfrontaliers et promouvoir la paix et la sécurité régionales.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

A la lumière de ce qui précède, le Réseau WADEMOS exhorte les dirigeants des Etats du Sahel et de la CEDEAO à considérer les recommandations suivantes :

- A l'expiration du préavis obligatoire d'un an de sortie des pays membres de la CEDEAO, de nombreuses questions restent à résoudre exigeant des deux parties qu'elles soutiennent et promeuvent le dialogue et la négociation. Ces dialogues doivent prendre en compte et refléter l'intérêt plus large des citoyens de la communauté et la sécurité de la région. Le Réseau WADEMOS exhorte donc les parties à privilégier les solutions inclusives dans l'intérêt de millions de citoyens de la région. Le réseau reste convaincu que l'intégration régionale est indispensable pour relever les défis communs de nos Etats.
- La CEDEAO devrait procéder à une révision complète de son traité révisé et de ses organes ainsi que des cadres complémentaires pour s'aligner stratégiquement sur le contexte actuel et émergent, et rétablir la confiance. La CEDEAO des Citoyens, à travers l'introduction de l'ECOSOC, doit faire partie intégrante de l'avenir de la CEDEAO. Nous saluons donc les efforts en cours pour la formation de l'ECOSOC et appelons la CEDEAO à accélérer le processus, étant le seul organe qui n'a pas encore été constitué. L'avenir et la durabilité de la CEDEAO dépendront en grande partie de la manière dont elle se connecte verticalement avec les citoyens de la communauté. Il est indéniable que le bloc régional a besoin de réformes fondamentales, notamment dans les domaines de la prévention, de la gestion, de la résolution des conflits, du maintien de la paix et de la sécurité, en plus de la démocratie et de la bonne gouvernance. En tant qu'intervention de la société civile, le réseau WADEMOS continuera de mobiliser, d'engager et de soutenir la CEDEAO pour construire une région forte, démocratique et sûre.
- Nous recommandons une révision du régime de sanctions de la CEDEAO et de sa réponse au changement anticonstitutionnel de gouvernement (CAG) comme outil de renforcement de la conformité et du respect des valeurs et principes démocratiques. Nous exhortons la CEDEAO à mettre davantage l'accent sur le soutien aux pays membres par le biais des cadres révisés pour améliorer la gouvernance démocratique, renforcer les institutions démocratiques et promouvoir les opportunités transfrontalières pour faire face à l'explosion démographique des jeunes et aux menaces et défis sociaux qui y sont liés.
- En outre, les institutions de la CEDEAO et les pays membres doivent rester engagés envers la Force en attente (FAC), qui a été activée pour des opérations de lutte contre le terrorisme, en particulier dans les zones touchées par l'instabilité, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Conclusion

Enfin, nous exhortons l'AES à reconsidérer et à annuler la décision de sortie dans l'intérêt des citoyens de la CEDEAO et à explorer la période de six mois offerte par la CEDEAO pendant que la transition se poursuit. Si la quête de la souveraineté nationale et la lutte

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

contre l'exploitation néocoloniale sont vitales, rompre les liens avec une alliance régionale solide risque de compromettre les avantages importants dont bénéficient les populations.

Le Réseau WADEMOS encourage les dirigeants à consulter davantage leurs citoyens et à intégrer leurs préoccupations dans le processus décisionnel pour garantir des solutions qui profitent réellement à la population.

-Fin-

À propos de WADEMOS

WADEMOS est un Réseau indépendant et non partisan d'organisations de la société civile et de groupes civiques nationaux et transnationaux divers qui œuvrent à la promotion et à la défense de la démocratie, de la bonne gouvernance et du développement inclusif dans la région de l'Afrique de l'Ouest. WADEMOS mobilise, coordonne et exploite la voix et le pouvoir collectifs de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités prodémocratiques dans la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire avancer sa mission. WADEMOS compte actuellement 47 membres répartis dans toute l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat de WADEMOS est basé à Accra, au Ghana.

Pour plus d'informations et pour des interviews avec les médias, veuillez contacter :

Nom : Jonah Eledi

Fonction : Chargé de Communication et des Plateformes Numériques

Courriel : j.eledi@wademosnetwork.org

Numéro de Téléphone : +233 26 373 5330

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin